

Impact des flux financiers de la diaspora sur le développement économique au Mali

Impact of Diaspora Financial Flows on Economic Development in Mali

DIALLO SIRA SAMBALLA

Enseignant chercheur

Institut Universitaire de Gestion (IUG)

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

diallosirasambala@yahoo.fr

KONE AROUNA

Enseignant chercheur

Chef du département de l'évaluation de la recherche à l'Agence Malienne d'Assurance
Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (AMAQ-SUP)

Kone_arouna2003@yahoo.fr

Date de soumission : 01/02/2022

Date d'acceptation : 10/04/2022

Pour citer cet article :

DIALLO, S.S & KONE, A (2022) « Impact des flux financiers de la diaspora sur le développement économique au Mali », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 12 » pp :304 – 327.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



RÉSUMÉ :

Les transferts de fonds des migrants ont toujours été l'objet d'une attention particulière au Mali. La théorie économique suggère que ces fonds exercent une influence positive sur le développement économique. Les ressources provenant de la migration permettent d'atténuer la volatilité des revenus et la pression sur l'inflation dans les pays récepteurs. Elles assurent une stabilité de la consommation et des investissements en capital humain.

L'objet de cette étude est de mettre en évidence le lien entre le développement économique et le flux financier des maliens de l'extérieur. L'étude emploie la méthode économétrique sur des séries chronologiques qui couvrent la période 1990-2017, soit 28 observations.

Les résultats indiquent que, les envois de fonds constituent une source de développement au Mali. De l'estimation du modèle on peut donc conclure que le transfert de fonds des maliens de l'extérieur a un impact direct et positif sur le développement économique au Mali. Cependant, ils constituent une source de pression à la hausse sur les prix et ont tendance à provoquer, toutes choses égales par ailleurs, une appréciation du taux de change effectif réel.

LES MOTS CLÉS :

Migration ; transfert de fonds des migrants ; développement économique ; impact ; Mali.

ABSTRACT :

Remittances from migrants have always been the subject of particular attention in Mali. Economic theory suggests that these funds exert a positive influence on economic development. Resources from migration help mitigate income volatility and pressure on inflation in receiving countries. They ensure stable consumption and investment in human capital.

The purpose of this study is to highlight the link between economic development and the financial flow of Malians abroad. The study uses the econometric method on time series covering the period 1990-2017, i.e. 28 observations.

The results indicate that remittances are a source of development in Mali. From the estimation of the model, we can therefore conclude that the transfer of funds from Malians abroad has a direct and positive impact on economic development in Mali. However, they constitute a source of upward pressure on prices and tend to cause, all other things being equal, an appreciation of the real effective exchange rate.

KEYWORDS :

Migration; migrant remittances; economic development ; impact; mali.

Introduction

Les transferts de fonds des migrants sont des envois de biens ou d'actifs financiers effectués par les migrants qui vivent et travaillent dans une autre économie, en faveur des résidents de leur ancien pays de résidence (FMI 2010). Ces fonds couvrent les transferts personnels, la rémunération des salariés et les transferts de capital entre les ménages. De plus, ils constituent des sources supplémentaires du financement du développement économique et aident ainsi, à dépasser les contraintes de liquidité dans nos pays moins avancés. En 2018, la diaspora malienne contribuait, par ses envois d'argent, à près de 7% du PIB. Une manne qui permet de maintenir la consommation et un taux de croissance de près de 5%, malgré l'insécurité qui persiste depuis 2012.

Selon la Banque mondiale, le Mali décroche la 9^e place des pays recevant le plus d'argent de sa diaspora, et la 3^e place des pays francophones – derrière le Sénégal et la République démocratique du Congo –, avec 900 millions de dollars (812 millions d'euros) en 2018, contre 1,059 milliard de dollars en 2017, soit 6,7 % du PIB national. Sur ce total, 245 millions provenaient des 120 000 Maliens vivant en France en 2016. Ces données sous-estiment les sommes envoyées à l'origine car elles n'incluent pas les coûts de transfert ni les circuits informels difficiles à capter, et dament le pion aux 473 millions d'euros d'aide publique au développement accordés par la France entre janvier 2013 et septembre 2017.

En février, Soukeyna Kane, la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Mali, la Guinée, le Niger et le Tchad, basée à Bamako, précisait que « ces transferts proviennent principalement de la France, du Nigeria et du Gabon ». « En outre, si l'on prend aussi en compte les montants reçus par des canaux informels, les transferts au Mali représentent sans nul doute un facteur important pour le financement du développement dans ce pays », ajoutait M^{me} Kane. Avec une augmentation notable au début de la crise sécuritaire – passant de 784 millions de dollars en 2011 à 827 millions en 2012, puis à 895 millions en 2013 –, les transferts constituent un facteur de stabilisation de l'économie malienne.

Dans nos pays en voie de développement, la disponibilité des ressources financières est une condition à priori de tout processus de dépenses des familles. Les familles maliennes dans le souci de parvenir à une condition de vie décente se sont rendu compte que les moyens financiers disponibles étaient insuffisants pour couvrir les dépenses. L'écart entre le besoin des familles et leur capacité à bénéficier de soins de santé, de services éducatifs et d'une alimentation correcte est énorme. C'est pour cette raison que beaucoup de familles misent sur les flux de

transferts de fonds des diasporas qui ont une conséquence importante sur leur capacité à bénéficier de conditions de vie meilleures.

Afin de préserver pour les générations futures les expériences vécues par les familles en matière de transfert de fonds de la diaspora, le présent document se propose de rappeler les faits importants qui ont marqué l'évolution de ces flux depuis l'indépendance.

A cet effet, le document est structuré autour de cinq (5) parties. L'introduction comprend le contexte, la problématique et l'objectif de la recherche. Dans la deuxième partie, nous essaierons de bien cerner le sens des concepts clés du travail à travers un cadre conceptuel, et ensuite, nous passerons en revue les différentes approches théoriques et empiriques relatives à notre travail. La troisième partie sera axée sur un cadre d'analyse descriptive des transferts de fonds au cours de la période d'étude. La quatrième partie du travail concerne un cadre d'analyses économétriques à partir du logiciel E-views.10, en vue de détecter un éventuel impact des flux financiers de la diaspora sur le développement économique au Mali. Enfin, dans la conclusion, nous récapitulons l'objectif, la méthodologie et les résultats de la recherche.

Nous assistons à une augmentation croissante des transferts financiers des migrants ; mais l'on peut se demander de son impact réel ou supposé sur le développement économique. Cette pertinence des transferts nous interpelle et nous instigue à rechercher son importance ou encore ses impacts dans l'économie malienne, notamment sur la croissance et la pauvreté. Ainsi donc, sachant que, dans la réalité, les transferts d'argent ont un effet sur la croissance et le niveau de vie de la population, les transferts de devises de la diaspora, ont-ils un impact sur le développement économique? D'une façon générale et comme question de recherche, l'on se demanderait : quel est, en fait, l'impact des transferts de devises de la diaspora sur le développement économique au Mali? Les questions dérivées sont:

- Qu'est-ce qu'un transfert privé ?
- Quelle en est l'origine ?
- Quelles sont les caractéristiques de ces fonds ?
- Quelle est la contribution des transferts privés aux conditions de vie des ménages?
- Quel est l'impact de ces transferts sur le développement économique au Mali ?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponses provisoires à ces questions à travers la formulation de notre hypothèse de recherche.

Étant une rentrée de devises sans contrepartie, le volume des transferts privés de la diaspora a un impact positif sur le développement économique au Mali.

Ce qui veut dire, lorsque le volume des transferts est important dans l'économie cela permet aux populations de faire face à certaines urgences ce qui diminue la pauvreté. Dans le cas contraire on pourrait obtenir une aggravation de la précarité.

Dans le cadre de notre travail, nous nous donnons pour objectif majeur la recherche, à travers des analyses économétriques, d'un éventuel impact des transferts privés de la diaspora sur le développement économique au Mali, pour la période allant de 1990 à 2017

De manière spécifique, il s'agira de:

- définir le transfert privé
- faire l'historique des migrations au Mali
- étudier les caractéristiques de ces rentrées de devises dans l'économie malienne
- identifier et analyser la contribution des transferts privés aux conditions de vie des ménages
- étudier l'impact des transferts privés sur le développement économique au Mali

1. Cadre conceptuel, revue de la littérature théorique et empirique

1.1. Cadre conceptuel

Dans le but de faciliter la compréhension de ce travail de recherche, il importe de s'arrêter sur certaines notions clés dont il faudra délimiter les aspects intéressants; ces concepts clés sont : développement économique, transferts privés, migration.

Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

Pour l'Organisation internationale de la migration (OIM), les rapatriements de fonds désignent tous les transferts monétaires effectués par les migrants vers leurs pays d'origine ; en d'autres termes, les flux financiers associés à la migration. Dans la plupart des cas, les envois de fonds sont des transferts monétaires effectués à titre individuel par un travailleur migrant ou un immigré au profit de proches dans son pays d'origine. Ces envois de fonds sont communément appelés transferts privés. Dans le cadre de notre travail nous avons donné différentes appellations à cette variable : Transferts de devises, transferts de fonds ou transferts tout court. Selon l'OCDE, le niveau des flux de transferts opérés par un émigré dépend à la fois de ses possibilités, à savoir, son revenu et la partie qu'il épargne de ce revenu et aussi sa motivation à rapatrier ses économies dans son pays d'origine. Au fait, l'une des méthodes d'étude des

déterminants des flux de transferts consiste à analyser les motifs qui animent les migrants au moment d'envoyer de l'argent ; Toutefois, les ouvrages qui traitent la question distinguent comme déterminants des transferts privés : l'altruisme pur, le simple intérêt personnel, les arrangements tacites avec la famille restée dans le pays natal et les décisions de gestion de portefeuille.

Selon l'OIM (Organisation International pour les Migrations), les définitions de la « migration » et par extension du « migrant » reposent sur des contextes politiques, sociaux économiques ou culturels distincts qui peuvent varier énormément. Le phénomène migratoire présente de réelles variations quant à sa signification sociale et économique et on peut élaborer une typologie de la migration en se fondant sur diverses distinctions. De ce fait, la politique migratoire et la gestion des migrations seront influencées par les distinctions retenues pour les définitions pratiques. Par exemple, les choses peuvent se définir sous un angle géographique («migration»), ou sous un angle humain («migrants»). Vu sous un angle géographique, «la migration» est le mouvement d'une ou de plusieurs personnes d'un endroit vers un autre et le franchissement de frontières administratives ou politiques dans l'intention de s'installer, définitivement ou temporairement, dans un endroit différent de leur lieu d'origine. On peut également établir une distinction entre «le pays d'origine», à savoir le point de départ, et «le pays de destination», à savoir le point d'arrivée. Par ailleurs, bien souvent la migration ne se produit pas directement entre un point d'origine et un point de destination, mais passe par un ou plusieurs «pays de transit».

Vu sous un angle humain, toute personne qui quitte son pays dans l'intention de résider dans un autre, est appelée «migrant» ou «émigré». Dans le nouveau pays, cette personne sera considérée comme un «immigrant» ou recevra une appellation analogue déterminée par la législation, car chaque Etat établit ses propres lois en matière d'immigration. Le terme «migrant» est plus général que «émigrant » ou «immigrant» car il ne précise pas la direction du mouvement. La migration se définit comme le fait pour un individu de changer d'espace de vie habituel durant une période de temps donnée. En considérant l'espace national, tout changement de résidence à l'intérieur de cet espace, pour une certaine durée minimale, est une migration interne. Lorsque le changement s'effectue en dehors de cet espace, on parle de migration externe (ou internationale).

Le migrant durée-de-vie est tout individu qui a effectué une migration à un moment donné de sa vie. Si l'individu se trouve à nouveau à son lieu de naissance au moment de l'enquête, il est appelé migrant de retour.

La migration récente ou ancienne : elle est dite récente lorsqu'elle s'est effectuée au cours des cinq dernières années ; au-delà de cinq ans, elle est dite ancienne.

1.2. Revue de la littérature

1.2.1. Les arguments théoriques des transferts de fonds des migrants :

Les analyses pionnières des déterminants théoriques des transferts de fonds des migrants remontent à Lucas et Stark (1985). Dans ces analyses, les auteurs fournissent les fondements microéconomiques de la macroéconomie des transferts de fonds des migrants qui sont motivés par : l'altruisme, l'intérêt personnel et « l'altruisme tempéré » ou « l'intérêt personnel bien compris ». En effet, dans le modèle d'altruisme, le migrant se préoccupe de la situation économique de sa famille restée au pays. L'envoi de fonds permet à la famille récipiendaire de surmonter les épisodes de chocs adverses de revenus. Ainsi, le montant transféré par le migrant augmente au fur et à mesure que son revenu dans le pays d'accueil s'accroît. Toutefois, il décroît lorsque le revenu de sa famille dans le pays d'origine augmente.

Sous l'hypothèse relative à l'intérêt personnel, le migrant envoie de l'argent à ses proches soit pour des raisons d'aspiration à l'héritage familial, d'investissement dans les actifs dans son pays d'origine pour jouir des retombées à la période d'inactivité, soit d'espérance de rendement en termes d'obtention de prestige social ou d'influence politique dans son pays d'origine. Dans ce dernier cas, le migrant envoie des fonds pour investir dans le capital fixe ou les biens et services publics.

Ces deux motifs n'étant pas suffisants pour expliquer la décision d'envoi de fonds des migrants, Lucas et Stark (1985) de même que Rapoport et Docquier (2005) estiment que l'altruisme modéré notamment, les arrangements familiaux tacites (co-assurance, prêts et échanges de services) et stratégiques sont aussi importants. Dans le modèle des accords de co-assurance, les ménages dont les membres ont migré doivent soutenir les autres membres de la famille. Si le premier migrant a bénéficié du soutien financier de la famille lors de sa formation ou du chômage, il devrait désormais jouer le rôle d'assureur pour les autres membres de la famille domestique. Dans le modèle des accords de prêt de Cox et Rank (1992), dont se sont inspirés Lucas et Stark (1985) et Rapoport et Docquier (2005), l'investissement reste le motif central. En effet, le migrant envoie de l'argent pour trois (3) raisons : le remboursement des prêts investis au cours de sa formation et des frais entraînés par son émigration, l'assurance des prêts destinés à l'éducation et à la formation des jeunes, et l'investissement des ressources accumulées dans le pays d'origine. Le montant des transferts augmente avec les accords de prêts et diminue avec la co-assurance ou l'altruisme.

Le troisième type d'arrangement familial est le motif des échanges de service de Cox (1987) qui explique aussi la décision du transfert de fonds. Ici, le migrant envoie de l'argent pour acquérir les services fournis par les récipiendaires notamment la vente de terre, de bétail et du logement dans le pays d'origine. Sous cet angle, transparaît le projet de retour au pays du migrant (Rapoport et Docquier, 2005). Une telle situation comme dans le cas de l'intérêt personnel, signale l'objectif d'épargne du migrant.

Enfin, le dernier mobile microéconomique présenté dans la littérature sur le transfert des migrants est le motif stratégique développé par Stark (1995). En effet, dans le modèle du motif stratégique, l'hypothèse est fondée sur le différentiel de salaire qui en retour dépend du différentiel de la productivité. Ici, les transferts de fonds des migrants augmentent avec le revenu du pays d'accueil et le niveau d'éducation du migrant et décroît avec le revenu du pays d'origine. Ainsi, il serait difficile de distinguer le motif stratégique de celui de l'altruisme (Coulibaly, 2010, p.38).

Outre ses motivations d'ordre microéconomique, les transferts de fonds des migrants jouent un rôle macroéconomique important.

1.2.2. Quelques mobiles macroéconomiques :

Au niveau macroéconomique, les envois de fonds des migrants sous les motifs évoqués ci-dessus exercent une influence positive sur le développement économique.

D'abord, les envois des fonds atténuent la volatilité des revenus et la pression sur l'inflation dans les pays récepteurs (Chami et al, 2009 ; Naiditch, 2009). Ainsi, ils ont un comportement contracyclique, car ils agissent comme une assurance pour répondre aux chocs macroéconomiques apparus dans le pays d'origine du migrant. Ils assurent une stabilité de la consommation et de l'output contre la volatilité des prix. Les ménages récipiendaires orientent ces fonds vers les investissements en capital humain notamment, l'éducation, la santé et la nutrition productive pour affecter la croissance économique à long terme et réduire ainsi la pauvreté (Adams, 2004 ; Docquier et al, 2011).

Lorsque les transferts sont utilisés comme des investissements financiers orientés vers les activités créatrices d'emplois, ils permettent de réduire le taux de chômage et d'améliorer le bien-être des ménages (Stark et Lucas, 1988). Selon Ratha (2005), les futurs envois de fonds peuvent servir de collatéraux pour compléter le financement par les marchés de capitaux internationaux des projets de développement dans les pays africains récepteurs. De plus, les transferts peuvent contribuer au développement du secteur financier si les récipiendaires les déposent dans les banques domestiques (Aggarwal et al, 2006). Si ces banques réduisent les

coûts de transaction sur ces transferts, ils deviennent une source de financement de nouveaux investissements et permettent d'accélérer la croissance (Esteves et Khoudour-Castéras, 2009). Aussi, les transferts jouent-ils un rôle important dans la compensation du déficit chronique de la balance des paiements. Lorsque l'épargne n'est pas suffisante pour le financement des investissements, ces fonds constituent des entrées de devises étrangères et permettent de couvrir le déficit de la balance des paiements si les biens sont importés (Nikas et King, 2005). Par ailleurs, l'utilisation des envois de fonds peut provoquer une dégradation des conditions macroéconomiques. En effet, ils ont souvent des effets défavorables en présence d'aléa moral entre l'envoyeur de fonds et la famille réceptrice (Barajas et al, 2010). Lorsque les récepteurs les orientent vers la consommation des produits importés au détriment des produits domestiques. Ils donnent lieu à l'appréciation du taux de change réel : c'est le phénomène du « syndrome de l'émigration ». Il en résulte une détérioration de la compétitivité de l'économie domestique, l'aggravation du déficit extérieur et du déséquilibre de la balance des paiements (Acosta et al, 2007, 2009).

1.3. Synthèse des études empiriques :

Les évaluations empiriques rencontrées dans la littérature sur la relation entre les transferts des migrants et les variables macroéconomiques demeurent ambiguës.

Blouchoutzi et Nikas (2010), dans une analyse sur les séries temporelles, montrent que les transferts ont un impact positif et significatif sur les dépenses de consommation privée, d'investissement privé et d'importations de trois économies en transition (Roumanie, Bulgarie et Albanie). Dans le cas du Pakistan, sur la période 1978-2009, Warsi et al. (2013) trouvent le même impact positif sur le PIB à long terme mais négatif sur l'inflation. Au Bénin, ils affectent la croissance économique à travers la consommation, l'investissement et l'importation (Tchokpon, 2010).

Sur un panel de 15 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de 1980 à 2009, Min et Ali (2012) obtiennent une influence positive des transferts sur la consommation, l'investissement et la croissance économique. Canalisés vers l'accumulation du capital humain, ils agissent efficacement sur la croissance de ces pays. Aussi, les spécifications économétriques basées sur les modèles de croissance endogène trouvent-elles des résultats concluants. Par exemple, Coorey (2012) conclut pour les économies de l'Asie du Sud sur la période 1970-2008 que l'impact positif des transferts sur la croissance économique est drainé par l'éducation et le développement du secteur financier. Avec Rao et Hassan (2012), la hausse des transferts affecte

directement l'activité économique et indirectement via l'investissement, la dépréciation du taux de change réel et le développement du secteur financier.

Pour 36 pays africains, de 1980 à 2004, Fayissa et Nsiah (2010) trouvent qu'un accroissement de 10% des envois de fonds entraînerait une augmentation de 0,4% du taux de croissance du PIB par tête. Sur un échantillon de 34 à 37 économies de l'Afrique subsaharienne de 1980 à 2004, les résultats positifs de Baldé (2011) suggèrent que les transferts peuvent avoir un effet indirect sur la croissance économique à travers l'épargne et l'investissement. Sous ces effets bénéfiques, Singh et al. (2010), avec 36 pays de l'Afrique subsaharienne de 1990 à 2008, révèlent que les transferts ont un caractère contra-cyclique et joueraient le rôle de stabilisateur des chocs. Dans une étude récente sur l'UEMOA, le FMI (2014) trouve un résultat similaire. D'autres travaux montrent que les envois de fonds ont un impact négatif ou nul sur les variables macroéconomiques. Ainsi, ils pourraient être une source de déséquilibre macroéconomique. En Inde, Mallick (2012) aboutit à un impact négatif des transferts de fonds des migrants sur l'investissement privé à long terme. Siddique et al. (2012) ne trouvent aucune relation causale entre ces fonds et la croissance économique. Adenutsi et al. (2012), en Afrique subsaharienne, font ressortir un caractère pro-cyclique des transferts en relation avec la stabilité et la performance macroéconomique pendant que, Sayan (2006) leur attribuait une nature acyclique en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

En investiguant sur les déterminants et le rôle macroéconomique des transferts, Singh et al. (2010) concluent que l'effet des transferts sur la croissance est négatif, mais les pays de l'échantillon ayant des institutions de bonne qualité sont en mesure de créer les conditions pour que ces fonds contribuent à la croissance économique. Ahoure (2008), dans son étude sur les pays de l'Afrique subsaharienne de 2002 à 2006, met aussi en exergue les effets des transferts sur la croissance conditionnellement à la qualité de la gouvernance dans un panel dynamique de Blundell et Bond. L'auteur obtient un effet négatif et soutient que cet effet peut être réduit de moitié si la qualité des institutions s'améliore.

En ce qui concerne la relation entre les transferts et le niveau des prix, Balderas et Nath (2008), dans un modèle VAR au Mexique de 1995 à 2005, trouvent un impact positif sur l'inflation et la volatilité des prix. Le même résultat obtenu par Nisar et Tufail (2013) au Pakistan sur la période 1970-2010 indique qu'un accroissement de 1% des transferts induirait une augmentation de 0,78% de l'inflation globale. Sur un panel de 32 états mexicains, Balderas et Garcias-Contreras (2009) obtiennent une même relation positive.

Dans ce prolongement, Acosta et al. (2009) sur un échantillon de 109 pays en développement et en transition de 1990-2003, constatent que les transferts ont tendance à exercer une pression à la hausse sur le taux de change réel. Cet effet est plus faible dans les pays où les marchés financiers sont profonds et sophistiqués, qui semblent conserver la compétitivité du commerce. Enfin, dans un panel de 152 pays en développement de la petite Irlande (PEID), Amuedo-Dorantes et al. (2010) dans un PVAR montrent que le taux de change se déprécie avec l'augmentation des envois de fonds dans les économies du PEID, alors qu'il s'apprécie quand on considère un grand échantillon d'économies.

Il ressort de cette revue que les transferts influent directement sur la croissance économique et indirectement à travers l'investissement, la consommation, le capital humain, la qualité de la gouvernance, le niveau du développement du secteur financier, l'inflation et le taux de change effectif réel. Cependant, bien que ces transferts aient un enjeu majeur dans le processus de développement, ils pourraient néanmoins perturber l'objectif de la stabilité des prix.

2. Cadre d'une analyse descriptive des transferts de fonds des maliens de l'extérieur

La deuxième partie du travail s'articule autour de trois grands points. Le premier, vise à étudier l'origine des transferts de fonds des maliens de l'extérieur, et, le second met en évidence sa structure et son évolution. Au troisième point seront analysées les mesures pour augmenter le volume des transferts de fonds.

2.1. L'origine des transferts de fonds des maliens de l'extérieur

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Mali est un pays soudano sahélien avec une superficie de 1 241 138 km².

Selon les résultats du recensement général de la population de 2009, la population malienne est estimée à 14 528 662 habitants. Les données démographiques sont caractérisées par un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 3.6% (RGPH, Mali, 2009), une forte proportion de jeunes (47.5% de la population âgés de 0-14 ans). On note par ailleurs une faible productivité des ressources naturelles (base de la croissance) et une insuffisance des opportunités d'insertion.

Ce qui se traduit par des niveaux de sous-emploi rural et de chômage des jeunes diplômés élevés et préoccupants (chaque année on estime à plus de 300 000 leur nombre, source (CSCR 2012-2017) et la forte propension à émigrer (rapport de la situation socio-économique du Mali, 2010).

Le Bureau des Statistiques et Prospectives de la Migration de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) estime que sur les 4 000 000 de maliens qui vivent à l'étranger,

3 500 000 vivent sur le continent Africain soit 87,5% des maliens de l'extérieur, 200 000 vivent en Europe soit 5% dont 120 000 en France soit 3%. Donc la migration malienne est avant tout africaine.

Dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017), la question des transferts de fonds des maliens de la diaspora fait partie des défis majeurs dans le domaine de la migration pour booster la croissance afin de réduire la pauvreté au Mali.

La majorité des migrants maliens travaillent en Afrique de l'Ouest (tableau 1). En 2010, selon la Banque mondiale, il y avait un peu plus de 1 million de migrants maliens, dont 44 % vivaient en Côte d'Ivoire. Le Nigéria était le deuxième pays de destination le plus populaire, et seulement 9 % environ vivaient en Europe.

L'Afrique de l'Ouest est la source la plus importante des envois de fonds, mais le montant moyen des envois de fonds des migrants travaillant en Europe est plus élevé (tableau 2). La Côte d'Ivoire reste le pays d'où proviennent les envois de fonds les plus élevés, mais le montant moyen envoyé par un migrant qui travaille en France est trois fois plus élevé. Cela tient surtout au niveau plus haut des salaires en Europe, mais aussi au coût plus élevé des transferts passant par des circuits informels, pratique plus courante pour les migrants vivant en Afrique de l'Ouest.

Tableau 1. Mali: migrants par pays de destination, 2010

| | |
|---------------|---------|
| Cote d'Ivoire | 440960 |
| Nigéria | 133464 |
| Niger | 69790 |
| France | 68786 |
| Burkina Faso | 68295 |
| Gabon | 31306 |
| Espagne | 21589 |
| Sénégal | 17502 |
| Autres | 162068 |
| Total | 1013760 |

Source : Banque mondiale, Note d'information sur les migrations et envois de fonds, 2011

Tableau 2. Mali: envois de fonds par pays d'origine, 2011

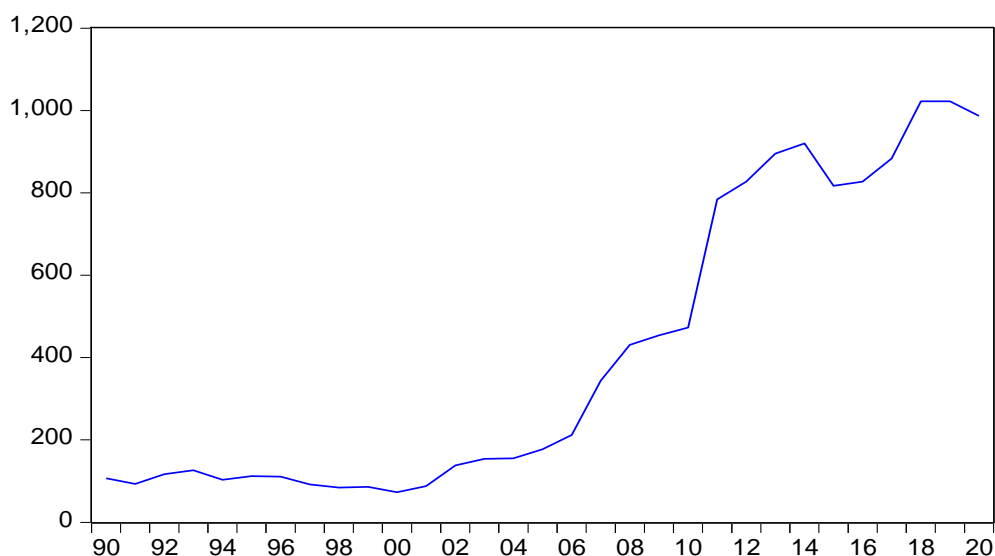
| | Millions \$EU | \$EU/migrant |
|---------------|---------------|--------------|
| Côte d'Ivoire | 162,7 | 369,1 |
| France | 77,2 | 1122,5 |
| Nigéria | 52,5 | 393,1 |
| Burkina Faso | 23,7 | 347,7 |
| Niger | 22,9 | 327,5 |
| Espagne | 22,8 | 1054,2 |
| Gabon | 21,9 | 698,5 |
| Sénégal | 6,6 | 379,2 |
| Autres | 82,4 | 508,7 |
| Total | 472,7 | 466,3 |

Source : Banque mondiale, Note d'information sur les migrations et envois de fonds, 2011

2.2 L'évolution des Transferts de Fonds des Maliens de l'Extérieur

L'ampleur des flux migratoires dans nos pays tire ses sources de la théorie classique de l'économie du travail dont les plus importants facteurs sont l'opportunité d'accès à l'emploi dans un pays d'accueil, le salaire potentiel et l'existence de réseaux (Massey et al, 1993). Ces flux migratoires découlent des problèmes chroniques de manque d'emplois qualifiés, de l'inadéquation de formation avec les besoins du marché de travail et de la faiblesse de la taille des économies. Même si la migration constitue une fuite de cerveaux, les flux de revenus qu'ils engendrent peuvent jouer un rôle déterminant dans les pays récepteurs. Ce rôle dépend finalement des conditions économiques dans le pays d'accueil et d'origine qui sous-tendent les décisions d'envois de fonds par les migrants.

graphique1: trasfert de fonds des migrants maliens (en million \$ US)



Source : Auteurs à partir des données de la Banque Mondiale sous eviews

L'évolution de la courbe des transferts de fonds des maliens de l'extérieur a connu une assez ample fluctuation. En effet, sur la période 1990-2020, le flux des transferts de fonds des migrants a connu une croissance à tendance exponentielle au Mali (Cf. graphique 1). Le montant des transferts n'a cessé d'augmenter durant cette période atteignant son niveau élevé en 2018 soit à 1022 millions de dollars des Etats-Unis. D'un montant de 107 millions de dollars des Etats-Unis en 1990, ils ont atteint 1022 millions de dollars en 2019.

L'importance du volume des transferts de fonds pour l'économie malienne s'est accrue ces dix dernières années. En 2019, selon la Banque Mondiale les transferts de fonds au Mali ont atteint 1022 millions de dollars des Etats-Unis (graphique 1), ce qui fait environ 587 milliards de F.CFA, soit 5,91 % du PIB nominal, contre 473 millions de dollars des Etats-Unis, environ 234 milliards de F.CFA (4,42% du PIB) en 2010.

Faisant foi sur les résultats d'une enquête auprès des ménages dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO,2013), les fonds reçus servent essentiellement à la consommation des ménages(54,6%), à l'investissement dans le secteur de l'immobilier (15,8%), aux dépenses d'éducation et de santé (6,4% et 3,4% respectivement), ainsi qu'aux autres investissements(5,5%).

De même, les événements familiaux et religieux mobilisent 8,7% des transferts de fonds des travailleurs migrants.

2.3. Les mesures pour augmenter le volume des transferts de fonds

Chaque année, des millions de migrants quittent leurs pays et leurs familles pour aller gagner leur vie ailleurs. Et chaque année, ces migrants envoient des milliards de dollars à leurs proches, déboursant ce faisant des millions en frais d'envoi. Pour la seule année 2012, on évalue à pratiquement 60 milliards de dollars les envois de fonds effectués par 30 millions de migrants africains. Privés de véritables sources de revenu sur place, la majorité des 120 millions de bénéficiaires, en Afrique, dépendent de cet argent pour leur survie, leur santé, leur éducation et leur quotidien.

Mais le coût de ces transferts est tel que les sommes envoyées n'ont pas tout l'impact qu'elles pourraient avoir. Il ressort d'études fondées sur des enquêtes régionales que les marchés des transferts en Afrique Sub-Saharienne ont les coûts de transfert les plus élevés de toutes les régions en développement (tableau 3) et les systèmes de paiement de détail les moins efficaces et que c'est sur ces marchés que la part des envois de fonds passant par des circuits informels

est la plus grande¹. En outre, peu de bénéficiaires ayant accès aux services bancaires (12,3 % de la population au Mali dont 7,06% couvert par le Système Financier Décentralisé) ou aux sociétés de transfert de fonds (30 % de la population en Afrique Sub-Saharienne)², une grande partie des envois de fonds est acheminée vers le marché des transferts informel.

Tableau 3: Coût des envois de fonds vers les régions en développement

| Régions | Cout (en\$) par envoie de 200\$ |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Afrique subsaharienne | 46 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 36 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 34 |
| Europe et Asie centrale | 30 |
| Amérique latine et caraïbes | 29 |
| Asie du Sud | 26 |

Source : Ratha et al. (2011).

Les obstacles aux transferts de fonds vers l'Afrique Subsaharienne (AFSS) sont le faible niveau d'accès des bénéficiaires aux banques et le développement insuffisant des marchés des transferts, qui accroissent les coûts de transfert.

Des réformes visant à améliorer l'accès aux institutions financières et aux sociétés de transfert de fonds et à accroître la concurrence et la transparence sur les marchés des transferts s'imposent pour faciliter les envois de fonds. Un plus grand accès aux institutions financières aurait pour effet d'acheminer un volume plus élevé de transferts vers le secteur formel, permettrait de mieux les mesurer et en réduirait les coûts. Une transparence et une concurrence accrues sur les marchés des transferts contribueraient en outre à réduire le coût de l'envoi d'argent au pays.

La plupart des maliens travaillent dans les pays de l'UEMOA qui ont la même monnaie que leur pays. Le développement des services bancaires itinérants dans l'UEMOA pourrait ainsi contribuer à une augmentation sensible des envois de fonds au Mali car il n'y aurait pas de coût de change associé aux transferts de fonds. D'autres mesures visant à renforcer la stabilité et à faciliter le développement du secteur financier au Mali encourageront davantage les migrants maliens à envoyer des fonds au pays.

Selon les chiffres de la base de données *Send Money Africa* de la Banque mondiale, financée par le Projet Africa International Remittances (AIR), les Africains déboursent plus que

¹ Ratha, D. et. al. (2011).

² Banque africaine de développement (2007).

n'importe quel autre groupe de migrants pour envoyer de l'argent chez eux. L'Afrique subsaharienne est la destination la plus coûteuse du monde en la matière : les frais moyens de transfert depuis l'étranger ont atteint 12,4 % en 2012. Le coût moyen des envois vers l'ensemble de l'Afrique avoisine 12 %, un taux supérieur à la moyenne mondiale (8,96 %) et près de deux fois plus élevé que le coût des transferts de fonds vers l'Asie du Sud, qui bénéficie des tarifs les plus faibles au monde (6,54 %).

Le fait de ramener le coût des transferts à 5 % du montant transféré — un objectif que le G8 et le G20 visaient en 2014 — restituerait 4 milliards de dollars aux migrants africains et à leurs familles.

« Le coût élevé des transactions réduit le montant des envois de fonds, qui constituent un moyen de subsistance pour des millions d'Africains », déclare Gaiv Tata, directeur du département des pratiques mondiales en matière d'inclusion et d'infrastructure financière à la Banque mondiale. « Les envois de fonds aident beaucoup les ménages à faire face aux besoins immédiats et à investir dans l'avenir : la réduction des frais de transfert aura donc un effet notable sur la pauvreté ». La réduction des frais de transfert contribue aussi à promouvoir l'inclusion financière, car ces transactions sont souvent les premiers services financiers utilisés par les destinataires, qui sont ensuite davantage susceptibles de recourir à d'autres prestations, comme les comptes bancaires.

Toujours selon *Send Money Africa*, les banques — qui pratiquent les tarifs les plus élevés parmi tous les prestataires de services d'envoi de fonds — sont souvent le seul circuit financier auquel les migrants africains ont accès. Un cadre réglementaire encourageant la concurrence entre les prestataires peut non seulement élargir la palette de choix accessibles aux migrants mais aussi contribuer à abaisser les tarifs des transferts.

En mai 2010, ORANGE a lancé un produit innovant « Orange Money ». Les transferts de fonds à travers ce réseau ont le coût le plus bas.

3. Modélisation de l'impact des transferts privés sur le développement économique du Mali

Nous avons, comme spécifié dans notre démarche méthodologique, procédé dans un premier temps à la définition des variables d'intérêt de cette étude à travers un cadre conceptuel et traité de façon exhaustive des documents académiques pour alimenter notre littérature théorique et empirique. Dans un second temps, nous avons présenté, à travers un cadre d'analyse descriptive, la progression des dites variables dans l'économie malienne. Dans cette partie, il s'agit de modéliser l'impact des transferts privés sur le développement économique. Le processus de

cette modélisation permettra, à travers une base de données, de procéder à des analyses économétriques visant à vérifier ou rejeter l'hypothèse formulée, à savoir, le volume des transferts privés de la diaspora répercute positivement sur le développement économique au Mali.

3.1. Approche méthodologique

Dans cette partie, il sera question de préciser la méthode d'analyse, la procédure d'estimation des modèles et les variables ainsi que les sources des données.

Cette recherche s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive. En effet, nous sommes partis d'une hypothèse et espérons étudier des séries chronologiques en relation avec cette prédiction. Compte tenu des objectifs de la recherche, une approche quantitative paraît plus pertinente. Nous avons opté pour l'usage des données secondaires comme moyen de collecte de données. L'étude porte sur les facteurs explicatifs du développement économique dans un pays de l'Afrique de l'Ouest. Le choix du pays s'est fait sur la base des habitudes d'investissement et le niveau de développement économique. Le Mali a été retenue pour la raison que le pays est caractérisé par un faible taux d'investissement et de croissance économique.

L'analyse dans le cadre de cette étude sera basée sur un modèle économétrique. Ce modèle permettra d'analyser l'impact des flux financiers de la diaspora sur le développement économique au Mali.

Dans le modèle, le développement économique qui désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population (démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels...), sera approximé par l'indice de développement humain (**IDH**) qui sera expliqué par le volume des transferts en million de dollar des Etats-Unis. Ainsi on a: **IDH =F (Trsf)**.

La présente étude va faire essentiellement recours aux outils statistiques et économétriques pour la vérification de l'hypothèse formulée.

Cependant, les tests de stationnarités de Dickey-Fuller Augmenté ADF et de Phillip Perron seront faits pour vérifier la stationnarité des variables.

Nous utiliserons les données secondaires, annuelles issues des Institutions internationales (le FMI et la Banque Mondiale), régionales (l'UEMOA et la BCEAO) et nationales (l'Observatoire pour le Développement Humain Durable) pour construire une base de données.

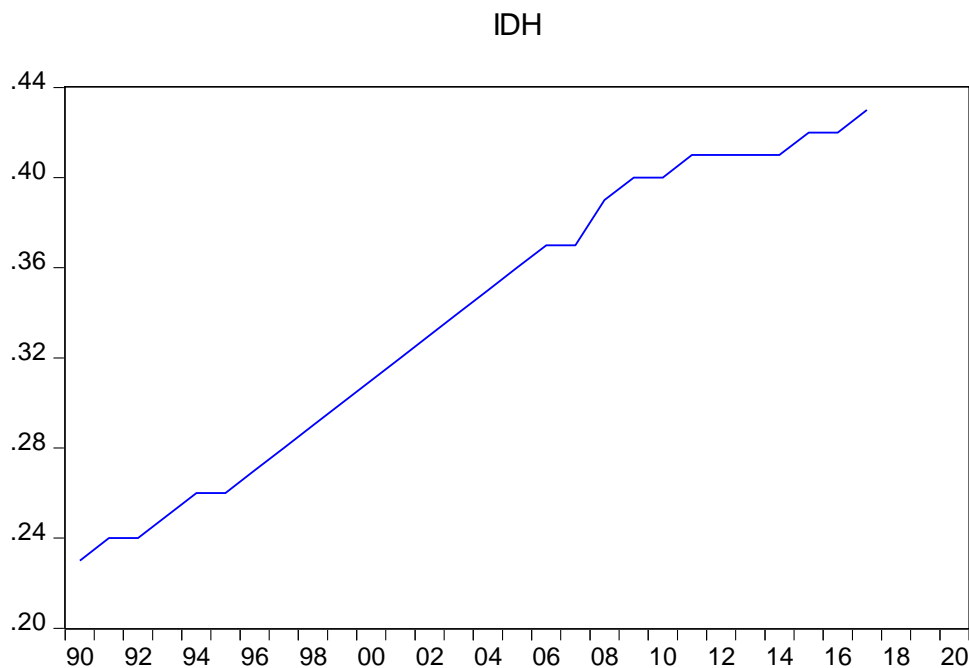
3.2. Présentation et interprétation du modèle :

Dans cette partie, il s'agira d'estimer le modèle économétrique puis d'interpréter les résultats afin de dégager les principales conclusions.

3.2.1. Estimation du modèle :

L'estimation du modèle comprend l'analyse des variables et le choix de la méthode d'estimation. L'analyse des données permet de dégager les caractéristiques essentielles des variables. Elle comprend l'analyse graphique de la variable à expliquer et se poursuit par l'étude de la stationnarité de toutes les variables de l'équation. La méthode d'estimation est les moindres carrés ordinaires. Tous les tests et estimations ont été faits sur le logiciel Eviews.10.

Graphique2 : Evolution de l'IDH



Source : Auteur à partir des données de l'étude sous Eviews

L'évolution de l'IDH montre une allure progressive avec des baisses quelques années. Ces baisses sont peut importantes. Cependant, depuis 1990 l'IDH est dans une tendance à la hausse. Toutefois son niveau reste encore élevé ce qui signifie l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie au Mali.

Dans l'étude de la stationnarité, le test de Phillips-Perron montre que dans les séries, les deux variables sont intégrées d'ordre 1. Le résultat du test de Phillips-Perron sera retenu étant donné que nous sommes en face d'un échantillon de petite taille. En effet, ce test prend en compte une possible corrélation sérielle d'ordre élevé dans les premières différences en utilisant une correction non paramétrique, et il est souvent considéré comme étant plus puissant que le test ADF, surtout pour des échantillons de petite taille.

Tableau 4: Résultats du Modèle

| Dependent Variable: IDH | | | | |
|---|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Method: Least Squares | | | | |
| Date: 02/22/22 Time: 09:43 | | | | |
| Sample (adjusted): 1990 2017 | | | | |
| Included observations: 28 after adjustments | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| C | 27.74030 | 1.036431 | 26.76522 | 0.0000 |
| TRSF | 0.017585 | 0.002225 | 7.903053 | 0.0000 |
| R-squared | 0.706076 | Mean dependent var | 33.82143 | |
| Adjusted R-squared | 0.694771 | S.D. dependent var | 6.650277 | |
| S.E. of regression | 3.674113 | Akaike info criterion | 5.509250 | |
| Sum squared resid | 350.9767 | Schwarz criterion | 5.604407 | |
| Log likelihood | -75.12949 | Hannan-Quinn criter. | 5.538340 | |
| F-statistic | 62.45825 | Durbin-Watson stat | 0.141691 | |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Source : Auteurs à partir des données de l'étude sous Eviews

3.2.2. Validation du modèle :

La validité du modèle est appréciée à travers la validité économique, statistique et économétrique.

Dans l'ensemble, le modèle est cohérent du point de vue de la théorie économique. En effet, toutes les variables ont respecté les signes prévus. La validité économique du modèle est donc vérifiée.

Les tests classiques effectués sur le modèle nous permettent de conclure que :

Sur le plan statistique : Dans notre modèle le coefficient de détermination est sensiblement égal à 0,7060 (voir équation). Ce qui signifie que les variations de l'IDH en pourcentage sont expliquées à 71% par le volume des transferts. Le test d'adéquation d'ensemble de Fisher vient corroborer celui du coefficient de détermination. En effet, la statistique de Fisher Prob (F-statistic)=0,00 est inférieure à 5%. On rejette l'hypothèse nulle ; la qualité de la régression est bonne au seuil de 5%. Ceci nous conduit à vérifier la qualité individuelle de la variable explicative. Le test de la qualité individuelle de cette variable est apprécié par la statistique t-

student. Dans notre modèle ce test montre que la variable Trsf et la constante sont toutes deux significatives à 1%. La règle de décision nous permet de dire que toutes les variables sont statistiquement pertinentes.

Sur le plan économétrique : les erreurs sont homoscédastiques et ne sont pas auto corrélées, le modèle est stable et globalement significatif (Prob (F-statistic 0.000000) enfin le test de normalité effectué est celui de Jarque-Bera (1984). Nous notons que les résidus sont normaux. En effet, la probabilité (0,4455) est supérieure à 5%.

3.2.3. Interprétations des résultats :

Les résultats de l'estimation du modèle indiquent que le coefficient des transferts (0,017585) est positif et significatif à 1% (prob.=0,0000). Donc le développement économique est dopé ou stimulé par le volume des envois de fonds de la diaspora. R-carré est égale à 0,7060 soit près de 71%, ce qui signifie que le développement économique est expliqué à 71% par la variable du modèle. Probabilité de Fisher égale à 0,000000 est inférieure au seuil de 5% : le modèle est globalement significatif.

D'après les estimations, le développement économique au Mali augmente de 1,75 point pour l'augmentation de 100 unités du volume des transferts. L'effet stimulant des envois de fonds sur développement économique au Mali peut s'expliquer par le fait que l'argent reçu aide les familles à lutter contre la pauvreté.

Nous avons postulé comme hypothèse que « le volume des transferts privés de la diaspora a un impact positif sur le développement économique au Mali. ». Cette hypothèse ne peut être rejetée dans la mesure où nous constatons une amélioration du niveau de vie des maliens depuis plusieurs décennies. De 0,23 en 1990, l'IDH est passé à 0,43 en 2017 soit une augmentation de 87% en 27 ans; au même moment le volume des transferts a aussi connu une croissance annuelle moyenne de près de 27%. Les envois de fonds sont une source importante de revenus pour des millions de familles dans les pays en développement. A ce titre, l'accroissement des flux de transferts de fonds peut avoir un impact positif sur la capacité des familles à bénéficier de soins de santé, de services éducatifs et d'une alimentation correcte.

En effet, le transfert de fonds de la diaspora a un impact positif sur le développement économique au Mali. Contrairement aux résultats de cette étude certains auteurs qui ont étudié l'impact des envois de fonds sur l'économie ont découvert son impact négatif ou nul sur les variables macroéconomiques : (Mallick , 2012 ; Singh et al., 2010 ; Ahoure 2008).

Conclusion :

La question soulevée par cette étude était celle de l'impact des transferts de fonds de la diaspora sur le développement économique au Mali. En effet, cette question ne fait pas l'unanimité dans la théorie économique. Pour certains (Adams, 2004 ; Docquier et al, 2011) l'argent reçu permet d'affecter la croissance économique à long terme et réduire ainsi la pauvreté ; alors que d'autres (Barajas et al, 2010) considèrent que les envois de fonds ont souvent des effets défavorables en présence d'aléa moral entre l'envoyeur de fonds et la famille réceptrice.

Si l'objectif fixé dans l'introduction est atteint cela permettra aux autorités politiques et économiques un éclairage certain sur les relations qui existent entre les transferts de fonds et le développement économique au Mali, pour des mesures adéquates en vue d'augmenter le volume de ces transferts. Pour atteindre cet objectif, nous avons d'abord fait une étude des envois de fonds. Cette étude, montre que le volume des envois vers le Mali s'est accru durant la période de l'étude, amplifiée par les effets mécaniques de changement de parité du franc CFA en 1994. Les efforts conjoints des autorités des pays récipiendaires et des partenaires multilatéraux doivent permettre de réduire le coût des envois. Ensuite nous avons estimé un modèle qui s'inspire de celui de Patillo, C (2004), c'est un modèle de développement qui est fonction du volume des transferts de fonds en millions de dollars des Etats-Unis. Ce modèle nous a permis d'évaluer l'impact des transferts sur le développement économique. La méthode d'estimation est les moindres carrée ordinaire. L'estimation du modèle est faite à l'aide du logiciel Eviews.10 avec des données annuelles qui couvre la période de 1990 à 2017.

Les principaux résultats auxquels nous avons abouti se résument comme suit :

L'estimation du modèle montre que le coefficient des transferts est positif et significatif. Par son coefficient, le volume des transferts est une source de développement au Mali. Donc les transferts ont un impact positif sur le développement économique au Mali.

A partir du modèle on peut donc conclure que le volume des envois de fonds a un impact direct et positif sur le développement économique au Mali. Cet impact positif et direct peut s'expliquer par le fait que l'argent reçu est orienté vers les dépenses urgentes des familles. En effet l'augmentation du volume des envois de fonds permet aux ménages de faire face aux dépenses de consommation, de santé, d'éducation et autres investissements.

A travers l'étude économétrique que nous avons effectuée, une analyse critique a été faite sur l'impact des transferts de fonds sur le développement économique au Mali. En effet, après avoir utilisé une variable explicative, nous avons constaté que les envois de fonds ont un rôle fondamental dans l'amélioration du niveau de vie au Mali. Puisque l'étude n'est pas exhaustive,

plusieurs questions peuvent être posée, notamment : quelles sont les mesures à prendre pour réduire le coût des transferts ? Et comment optimiser la canalisation des fonds vers les investissements productifs ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Acosta, A.P., Baerg, N. R. & Mandleman, S.F. (2009). Financial Development, Remittances, and Real Exchange Rate Appreciation. *Economic Review*, Federal Reserve Bank of Atlanta, Atlanta, GA, 94(1).

Acosta, A.P., Lartey K.K.E. & Mandelman S.F. (2007). Remittances and the Dutch Disease, Working Paper Series 2007-2008, Atlanta: Federal Reserve CRED.

Adams, R.H. (2004). Remittances, poverty, and investment in Guatemala. *World CRED Policy Research Working Paper*, 3418, 1-38.

Adenutsi, E. D., Aziakpono & Ocran, K. M. (2012). Macroeconomic Environment and Remittances in Post-Independent Sub-Saharan Africa : Magnitudes, Trends and Stylised Facts. *Studies in Economics and Econometrics*, 2(36), 1-22.

Aggarwal, R., Demirgüç-Kunt, A. & Martinez Peria, M. S. (2006). Do workers' remittances promote financial development ? *World CRED Policy Research Working Paper*, 3957.

Ahoure, A. E. A. (2008). Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d'Afrique sub-saharienne : Une analyse à partir de données de panel. Papier préparé pour le séminaire sur les migrations. IMI WORKSHOP, Rabat, November.

Amuedo-Dorantes, C., Pozo, S. & Vargas-Silva, C. (2010). Remittances in Small Island Developing States. *Journal of Development Studies*, 46(5), 941–960.

Baldé, Y. (2011). The Impact of Remittances and Foreign Aid on Savings/Investment in Sub-Saharan Africa. *African Development Review*, 23(2), 247–262.

Balderas, J. U. & Nath, H. K. (2008). Inflation and relative price variability in Mexico : the role of remittances. *Applied Economics letters*, 15, 181 - 185.

Balderas, U. J., & Gartias-Concateras, R. (2009). The Effects of Remittances and Relative Price Variabilité on Inflation : Evidence From 32 Mexican States. *Indian Journal of Economic and Business*, 8(2), 269-278.

Barajas, A. Chami, R., Hakura, D. & Montiel, P. (2010). Workers' Remittances and the Equilibrium Real Exchange Rate: Theory and Evidence. *IMF Working Papers*, 10/287; International Monetary Fund.

Bettin, G. & Zazzaro, A. (2010). Remittances and Financial Development : Substitutes or Complements in Economic Growth?, *Bulletin of Economic Research* 64(4), 0307-3378.

- Blouchoutzi, A. & Nikas, C. (2010).** The Macroeconomic Implications of Emigrants' Remittances in Romania, Bulgaria and Albania. *Post-Communist Economies*, 22(4), 547–558.
- Breitung, J. (2000).** The local power of some unit root tests for panel data. *Advances in Econometrics*, 15, 161–177.
- Chami, R., Hakura, D., & Montiel, P. P. (2009).** Remittances : An Automatic Output Stabilizer? IMF Working Paper 91, Washington.
- Coorey, A. (2012).** The Impact of Migrant Remittances on Economic Growth: Evidence from South Asia. *Review of International Economics*, 20(5), 985–998.
- Coulibaly, D. (2010) :** « Essays on international Remittances : A Macroeconomic Approach ». Thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, U.F.R de Sciences Economiques.
- Cox, D. (1987).** Motives for private transfers. *Journal of Political Economy*, 95(3), 508-546.
- Cox, D. & Rank, M. (1992).** Inter-vivos transferts and intergenerational exchange. *Review of Economics and Statistics*, 74, 305-314.
- Docquier, F., Rapoport, H. et Sara, S. (2011).** Remittances, Migrants' Education and Immigration Policy : Theory and Evidence from Bilateral Data. Discussion Papers 6104.
- Esteves, R. & Khoudour-Castéras, D. (2009).** Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period. WP, CEPII, 1870-1913.
- Fayissa, B. & Nsiah, C. (2010).** The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa. *The American Economist*, 55(2), 92-103.
- Lucas, R. E. B., & Stark, O. (1985).** Motivations to Remit: Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–18.
- Mallick, H. (2012).** Inflow of Remittances and Private Investment in India. *The Singapore Economic Review*, 57(1).
- Massey, D.S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J.E. (1993).** Theories of International Migration : a Review and Appraisal. *Population and Development review*, 19(3), 431-466.
- Mim, S. B. & Ali, M. S. B. (2012).** Through Which Channels Can Remittances Spur Economic Growth in MENA Countries? *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, 6, 2012-33.
- Naiditch C. (2009)** « Trois essais sur les transferts de fonds des migrants ». Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I, UFR de Sciences Economiques.

- Nikas, C. & King, R. (2005).** Economic growth through remittances: lessons from the Greek experience of the 1960s applicable to the Albanian case. *Journal of Southern Europe & the Balkans*, 7(2), 235–257.
- Nisar, A. et Tufail, S. (2013).** An Analysis of Relationship between Remittances and Inflation in Pakistan. *Zagreb International Review of Economics & Business*, 16(2), 19-38.
- Patillo, C., Ricci, L. & Poirson, H. (2004).** Washington : « Dette Extérieure et Croissance Economique ». Document de travail du FMI n°04/15.
- Rao, B. B. et Hassan, M. G. (2012).** Are the Direct and Indirect Growth Effects of Remittances Significant? *The World Economy*, Wiley Blackwell, 35(3), 351-372.
- Rapoport, H. & Docquier, F. (2005).** The economics of migrants' remittances. In L., A., Gerard Varet, S-C Kolm and J. Mercier (Eds) *Handbook of the Economics of Reciprocity, Giving and Altruisme*, 1, 1135-1198.
- Ratha, D. (2005).** Leveraging Remittances for Capital Market Access. Unpublished Manuscript, World CRED, Washington, DC.
- Sayan, S. (2006).** Business Cycles and Workers' Remittances: How Do Migrant Workers Respond to Cyclical Movements of GDP at Home?, *IMF Working Papers* 06/52.
- Siddique, A., Selvanathan, E.A. & Selvanathan, S. (2012).** Remittances and Economic Growth : Empirical Evidence from Bangladesh, India and Sri Lanka. *Journal of Development Studies*, 48(8), 1045–1062.
- Singh, R. J., Haacker, M., Lee, K.-W. et Goff, M. L. (2010).** Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 20(2), 312–340.
- Stark, O. (1991),** *The Migration of Labor*, Oxford and Cambridge, Mass.
- Stark, O., & Lucas, R. E. B. (1988).** Migration, remittances and the family. *Economic Development and Cultural Change*, 36, 465–81.
- Tchokpon Medenou, A. N. A. (2010),** *Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninois*, CAPOD.
- Warsi, A. Z., Mubarik, M. S., & Hussain, J. (2013).** Effect of Workers' Remittances on Balance of Trade, Inflation and Economic Growth in Pakistan. *Pakistan Business Review*, 204.